COURRIER DU CONTINENT

Bulletin du NOUVEL ORDRE EUROPÉEN

Sommaire:

	Page
Le Bloc-Notes	2-5
Après les élections suisses	5
V. Bird : Nouvelles d'Angleterre Les jeunes et le révisionnisme	6
Robert Dun : Seul ce qui est sale a besoin de se cacher, l'affaire Rudolf Hess ne fait que commencer	7
Giuseppe Patanè : Bibliographie : La bataille de Berlin	8
Lettre ouverte du professeur Robert Faurisson à Jacques Chancel	9
Suite de l'affaire Paschoud	10
Lucien Striebel : En dehors de la "route du rhum", voguons, voguons !...	11
G.-A. Amaudruz : Les lézardes du système	12

NUMERO 287

Novembre 1987

Abonnements : Suisse Fr.s. 25.-, France : F 103.-, Belgique Fb 650.-. Italie : Lit. 22.350, Allemagne : DM 30.-, Espagne : 2000 pesetas. Montants payables au CCP : 10-20614-1, Courrier du Continent, Lausanne.

Rédacteur responsable: G.-A. Amaudruz, Case Ville 2428, Lausanne (Suisse).

L E B L O C - N O T E S

)_(Nos lecteurs ont pu suivre dans la grande presse l'hystérique campagne des lobbies exterminationnistes contre Jean-Marie Le Pen qui, selon "Le Monde" du 15.9.87, aurait déclaré : "Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Je n'ai pu moi-même en voir. Je n'ai pas étudié spécialement la question. Mais je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la deuxième guerre mondiale." - Laurent Fabius crie au fascisme. L'abbé intégriste Philippe Laguerie proteste contre la campagne anti-Le-Pen et dénonce le lobby juif. - D'autre part, nous lisons dans "Lectures Françaises" n° 366 : "La dame Simone Veil s'est, comme bien d'autres, indignée des propos tenus par Jean-Marie Le Pen, le 13 septembre, lors du Grand Jury RTL - Le Monde. Grande figure de la conscience universelle, la dame Veil a expliqué : "M. Le Pen met sur le "même plan des faits "de guerre, effecti- "vement effrayants, "comme la répression des populations et des résistants, et "la destruction systématique de la population juive, des bé- "bés jusqu'aux vieillards. C'est extrêmement grave. Dans le "deuxième cas, on tue les gens non pour ce qu'ils ont fait, "mais pour ce qu'ils sont." La dame Veil a tout à fait raison : les 250.000 morts du bombardement de Dresde - essentiellement des femmes, des vieillards et des enfants, brûlés par des bombes au phosphore - ont été tués non pas parce qu'ils étaient allemands, mais parce qu'ils avaient commis le crime de vivre dans un Etat non démocratique. De même les 115.000 morts et les 130.000 blessés d'Hiroshima et de Nagasaki avaient commis le délit d'être sujets d'un empereur fasciste ! Quant aux 4.200.000 bébés français assassinés dans le ventre de leur mère entre 1975 et 1986, à l'initiative d'une certaine dame Veil, ils avaient certainement eux aussi commis quelque délit grave, faute de quoi leur mort serait un génocide, et vous n'imaginez tout de même pas le couple Giscard-Veil accusé de génocide ? Ce serait le monde renversé !"

)_(En Suisse, aggravation semblable du terrorisme intellectuel des mêmes lobbies, comme le montre le cas de Mme Martine Boimond, présidente de l'Action Nationale Genève. Mme Boimond avait publié l'an dernier un poème à la mémoire des soldats tombés pour l'Europe au cours de la deuxième guerre mondiale. Elle est dénoncée par l'"Union genevoise contre l'intolérance" (admirons en passant l'insolence de cette raison sociale !). L'UGCI déclare la guerre au racisme et à l'intolérance. Elle s'en prend d'ailleurs à Le Pen et à son mot "détail", "insulte à la mémoire des déportés" (TdG 12.10.87). Parmi les responsables des "tolérants" de l'UGCI, nous notons Darius Khoshbin - sans doute un descendant de Winkelried ou de Guillaume Tell. - La "Tribune de Genève" du 16.9.87 rend compte d'une table ronde des candidates genevoises au Conseil national et écrit : "Enfin, Mme Boimond se prononce fermement contre l'avortement qui est "indiscutablement un meurtre". Rare note discordante dans un débat courtois, au cours duquel le consensus a été quasi-général." - En d'autres termes, les 14 autres candidates sont pour l'avortement. La menace d'assassinat des bébés suisses se précise... - Evidemment, les lobbies de Suisse cherchent à exploiter l'"affaire Le Pen". Il serait plaisant que celle-ci leur retombe dessus...

)_(Dans une circulaire non datée, la LICRA Suisse "estime indispensable l'inscription, dans le code pénal suisse, d'un article réprimant les actes de racisme et d'antisémitisme." Et elle propose le libellé suivant : "Racisme - Art. 264 bis C.P. Celui qui s'en sera pris à une personne ou à un groupe de personnes à raison de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion sera puni, etc. Si l'infraction a été commise publiquement, le Juge ordonnera la publication du jugement." - Et voilà ! Une brave muselière ! Remarquons les termes caoutchouc "s'en sera pris". Toute critique peut tomber sous le coup de ce projet de loi Pleven suisse. Cela équivaut à un privilège accordé aux Juifs, aux Africains et aux Asiatiques. Car il y a gros à parier qu'on n'inquiétera jamais les auteurs d'un graffiti : "Mort aux Suisses !" - Selon la Tribune de Genève du 29.9.87, le gouvernement suisse (Conseil fédéral) "publiera d'ici deux ans un projet de loi permettant de donner une base légale à la pénalisation du racisme". - N'avions-nous pas raison ?

MORT DE FRITZ RÖSSLER, MEMBRE FONDATEUR DU NOUVEL ORDRE EUROPEEN

Né en 1912, Fritz Rössler, pour échapper à l'épuration par les "alliés" emprunte l'identité de Franz Richter, sous laquelle il devient membre du Bundestag en 1950. Il participe au 2e Congrès des Forces Nationales Européennes à Malmö, puis à la fondation du Nouvel Ordre Européen en septembre 1951. Frappé par une grave maladie, longtemps invalide, il meurt le 11.10.87.

Citons une de ses interventions, du 15.11.51, contre des réparations à Israël :

"Le professeur Carlo Schmid du Parti social-démocratique allemand a déclaré ici que, dans les cas où il n'y aurait point d'héritiers des détenteurs précédents de fortunes juives, il fallait au moins en verser la contrevaleur à Tel Aviv ou à Jérusalem. Je me souviens que le gouvernement israélien a toujours réaffirmé qu'il se trouvait en état de guerre avec l'Allemagne. Je me souviens en outre que ce même gouvernement israélien doit son existence à une agression. (...)

"Si le professeur Schmid a déclaré qu'il faut envoyer cet argent à Tel Aviv ou à Jérusalem, alors je tiens à avoir rappelé ceci : Il aurait envoyé l'argent à une puissance qui se déclare elle-même en état de guerre avec nous. Cela signifierait qu'il travaille avec l'ennemi, qu'il est donc un "collaborateur", ce qui dans le jargon de nos libérateurs alliés appelle une sanction que vous connaissez fort bien, que vous avez approuvée vous-mêmes, et qu'il mériterait."

)_(Le "Matin" (de Lausanne) 9.10.87 : En Chine, le voleur d'une oeuvre d'art (une tête de général en terre cuite) a été condamné à mort. Et le journaliste, évidemment, ironise sur la dureté de la peine. Cependant, les Chinois - du moins le juge et les législateurs - ont un sens plus sûr des vraies valeurs : Une vie humaine quelconque se remplace plus facilement qu'une oeuvre d'art, qui doit être le patrimoine des générations futures.

)_("Minute" n° 1330 : "Pas de meeting à Mulhouse, le 14 octobre, pour Le Pen. Les propriétaires du "Phoenix", la salle où devait se tenir la réunion, ont annulé la location pourtant déjà payée. Là-dessus, à l'instigation de Joseph Klifa, la municipalité a voté l'interdiction de toutes les salles publiques au FN."

)_(Louis Pauwels, qui écrit parfois des choses sensées, déraille complètement dans le "Figaro" du 30.9.87. Si l'on veut parler du national-socialisme, même le critiquer, il faut puiser à des sources dignes de foi. Or Pauwels se fonde notamment sur "Hitler m'a dit" de Rauschning - qui est un faux, comme l'a démontré Wolfgang Henel-Büchli (Rheinstr. 347, CH-4354 Full).

A NOS ABONNES SUISSES : IMPORTANT !

Il faut soutenir l'initiative pour la limitation de l'accueil des demandeurs d'asile, dont vous trouvez ci-joint le texte au haut de la formule de récolte de signatures.

Cette initiative - point capital - prévoit que l'asile sera accordé en principe aux seuls requérants venus de pays d'Europe. Elle permettra donc de stoper l'invasion de notre pays par des population du Tiers-Monde.

Cette initiative est d'autant plus urgente que divers lobbies préparent des actions pour empêcher toute opposition à l'invasion. Ainsi la LICRA (et SOS Racisme) réclament une loi contre le racisme; Mme Kopp a promis d'appuyer ce postulat. Si une telle loi passe, il deviendra légalement impossible de s'opposer à l'invasion.

Nous vous demandons instamment de signer et de faire signer la formule ci-jointe. Les signataires doivent écrire à la main et lisiblement. Attention : une feuille par commune (si vous avez des intéressés de plusieurs communes, demandez-nous des feuilles supplémentaires).

)_("24 Heures" du 2.9.87 : La Commission fédérale pour la jeunesse distribuera dans les écoles "un prospectus invitant les jeunes de 16 à 25 ans à exprimer par des oeuvres écrites ou audiovisuelles leurs sentiments sur les étrangers en Suisse. Il s'agit de stimuler une réflexion sur les dangers de la xénophobie et du racisme. Les travaux primés, etc." - Remarquons la scandaleuse partialité de cette "Commission fédérale" qui impose de parler des "dangers du racisme". Des travaux sur le bien-fondé du racisme ne seraient sans doute pas primés.

)_("Tribune de Genève" du 16.2.87 : Dans une lettre de lecteur, Pierre Steiger met en garde contre une adhésion de la Suisse à la Convention internationale sur le racisme. "Car la notion de race est la légitime défense des Suisses qui se sentent encore Européens. D'ailleurs, on ne peut prétexter l'exemple de la France ou de l'Allemagne concernant ladite convention, car les gouvernements de ces pays sont des marionnettes du mondialisme."

)_(Le "British Nationalist" de septembre 1987 estime que si Rudolf Hess avait été écouté, la guerre était terminée, on évitait des millions de morts, pas de bloc russe ni américain, mais les Européens en place, fiers et forts, avec leurs empires unis en une force d'équilibre dans le monde. ("British Nationalist", P.O. Box 446, London SE23 2LS.) D'autre part, le même mouvement a distribué en masse "Holocaust News", une réfutation de l'holocauste, tandis que "Sperhead" (même adresse) prend position pour Le Pen, privé de parole en Angleterre.

)_(Dans "Le Pamphlet" n° 167 (Case Ville 4047, CH-1002 Lausanne), Michel Aubert écrit : "Il a suffi à Mme Paschoud de dire qu'elle n'était pas sûre et qu'elle ne tranchait pas pour qu'une véritable ligue se constitue dans le but exclusif de lui faire mordre la poussière. Il a suffi que Jean-Marie Le Pen déclare en substance qu'il ne disait pas que les chambres à gaz n'avaient pas existé, qu'il n'en avait jamais vu lui-même, qu'il n'était pas compétent pour juger et que le phénomène n'était qu'un élément de la deuxième guerre mondiale, pour que se déclenche, dans les milieux qui "font" la France, une espèce de folie collective."

)_(Dans "Notre Europe" n° 29 (B.P.76, F-75462 Paris Cedex 10) sous le titre "Le mystère de la chambre à gaz", Claude Domino écrit : "Georges Benhamou, le directeur de la revue "Globe", déclare : "M. Le Pen se "révèle enfin obsessionnellement raciste, "obsessionnellement antisémite." - En quoi le fait de ne pas adhérer aveuglément au dogme de la chambre à gaz établirait qu'on soit raciste ou antisémite; ce doute est partagé par des hommes de toutes les races et de toutes les religions. (...) Le rabbin Josy Eisenberg est encore plus catégorique : "Nier et minimiser l'holocauste "des Juifs et des autres, c'est tuer une seconde fois, j'ai "toujours déploré une lacune de notre code pénal : on peut "impunément tuer la mémoire d'un peuple, nier l'"évidence" "historique, dire qu'Auschwitz n'a jamais existé, sans être "passible de poursuites. Il appartient au Parlement de com"bler cette lacune." (...) Jack Lang tient le propos de Le Pen comme "monstrueux". Simone Veil pour "abominable et scandaleux", elle s'alarme que "l'on voie venir cette idée "de tous côtés". Gérard Welzer, député socialiste des Vosges, demande au garde des Sceaux d'engager des poursuites correctionnelles contre Le Pen que Chaban Delmas, président de l'Assemblée, estime non couvert par l'immunité parlementaire. - Dans le même numéro, un article de Bernard Lanza à lire absolument : "Pour un socialisme social et ethniste". Sous le titre "Criminalisation du racisme", Marc Fredriksen fait le point des menées antiracistes en France.

)_(Depuis plus d'une année, nous avons négligé nombre de faits divers touchant à l'invasion des peuples blancs par des immigrés de couleur. Qu'importait au fond les détails, puisque nous croisons chaque jour, dans la rue, cette marée humaine ? Cependant, quelques touches compléteront le tableau. - Jusqu'en automne 1986, Berlin-Est injectait des flots de réfugiés dans la République fédérale d'Allemagne. "24 H" (9.9.86) nous apprend qu'un accord inter-allemand a fermé cette vanne. Mais les filières n'ont certainement fait que changer d'itinéraire. - Le "Quotidien de Paris" du 9.8.86 signale une filière africaine au sud de la Loire spécialisée dans l'escroquerie à l'assistance sociale. - En octobre 1986, l'expulsion de France de 101 Maliens soulève l'indignation des lobbies antifrançais. Si au moins on avait rapatrié un million d'Africains ! Il paraît d'ailleurs qu'une partie des 101 sont revenus dans les meilleurs délais. - "Figaro" du 21.10.86 : Aux Etats-Unis, l'immigration illégale déferle. "Une statistique sûre provient en tout cas des services de l'attorney général (ministre de la Justice), Edwin Meese, et concerne le nombre des "clandestins" interpellés entre le 1.10.85 et le 1.10.86 : 1,7 million, soit 35 % de plus que pendant les douze mois précédents." - Grande-Bretagne : Les chiffres officiels, visiblement optimistes, accusent 3,5 millions d'immigrés dont 969.000 d'origine européenne. - "Libération" du 31.10.86 : "Echec de l'aide au retour. En douze mois, seules 255 demandes ont été déposées dont 130 honorées." Parbleu ! - "Quotidien de Paris" 31.10.86 : F. Busson, docteur ès sciences, écrit : "Nous devons protéger l'acquis d'une civilisation pour qu'elle ne soit pas enfouie sous des masses cosmopolites étrangères à nos racines et dont le seul critère est le nombre." - "Minute" 7.11.86 :"En 1985, 12.000 personnes ont acquis la nationalité française par mariage." Titre de l'article : "La filière noire du mariage blanc." - "Libération" 8.11.86 : Etats-Unis : "A El Paso, Texas, on arrête en moyenne 10.000 immigrants chaque mois. (...) Pour une arrestation, il faut compter deux immigrants qui passent sans se faire remarquer." - "Libération" 5.11.86 : "La Fédération des exilés en Europe a été créée le week-end dernier à Bâle, Suisse, pour défendre les 15 millions d'immigrés qui vivent en Europe." (Le chiffre étant sous-évalué, c'est au moins 20 millions qu'il faut lire.) - Selon QUID 1986, p. 250, Algériens en France : 1940 : 22.114; 1954 : 211.675; 1962 : 350.484; 1983 : 805.355; non compris les clandestins, les Algériens musulmans auxquels a été octoyée la nationalité française. - "La Presse" (Montréal) : En 1984, le Québec a reçu 3000 immigrants irréguliers; en 1985, 6812; dans les 11 premiers mois de 1986 : 10.699. "Les étrangers en attente de statut coûtent 2.500.000 par mois à l'aide sociale" - "Valeurs Actuelles" 12.1.87 : Plus de 200.000 étrangers campent à Bruxelles. La commune de Scharbeek abrite 37.000 étrangers de 108 nationalités. La commune "a perdu 50.000 Belges en vingt ans, mais elle a gagné dix-huit mosquées et un ambitieux Comité de religion islamique." - "Tribune de Genève" 20.1.87 : Selon le délégué du Conseil fédéral pour les réfugiés, environ 10.000 nouveaux réfugiés arrivent en Suisse chaque année. - Du 21.1.87 lettre de lecteur de Philippe Gasser à Payerne : "Notre pays ressemble de plus en plus à un chien envahi par les poux !" Un cri du coeur ! - "Le Soir" 21.1.87 : Belgique : Région bruxelloise environ 11.000 réfugiés; Wallonie 8.000; Flandre 4.000. - "Unabhängige Nachrichten" 2/87 : Demandeurs d'asile : 1975 : 9.624; 1980 : 107.818; 1985 : 73.832; 1986 : plus de 100.000. Total des réfugiés 673.000; total des étrangers : 4.400.000. - "Feuille d'Avis de Neuchâtel" 27.11.87 : Un journaliste demande à Maurice Frainier, chef de la Police des étrangers à Neuchâtel (Suisse) si on peut renvoyer des demandeurs qui sont en Suisse depuis longtemps et intégrés. Réponse : "Ce n'est pas une critique que je fais, c'est une constatation : l'intégration comme on l'entend n'existe pas, par exemple, en cinq ans. J'ai vu des gens qui sont partis après cinq ans de séjour ici et qui étaient soi-disant intégrés. Vous auriez dû voir ce qu'ils ont laissé quand ils sont partis : des appartements transformés en écuries. (...) Je ne sais pas si vous appelez cela de l'intégration !" Comme nous autres Vaudois envions aux Neuchâtelois ce chef de Police si lucide ! - En Suisse, on ne compte plus les naturalisations de Nègres. Le crime continue allégrement. - "24 Heures" 6.3.87 : Etat civil de Lausanne : 3 mariages interraciaux sur 40 (7,5 %). - "Neue Zürcher Zeitung" 27.3.87 : L'Autriche a vu transiter sur son sol plus de 1,75 million de réfugiés depuis la fin de la guerre. Effectif des demandeurs d'asile en 1981 : 34.557. République fédérale d'Allemagne : 99.650 demandeurs sont arrivés en 1986. Suède : 14.000 demandeurs en 1986. - "La Presse" (Montréal) 21.2.87 : Plus de 1.200 personnes revendiquent le statut de réfugié chaque semaine au Canada. Donc plus de 50.000 par année sans compter les clandestins. - "Tribune de Genève" 9.9.87 : "A Dewsbury, dans le nord de l'Angleterre, la rentrée s'annonce difficile. Vingt-six enfants de sept et huit ans font l'école buissonnière avec le soutiende leurs parents. Les autorités du district les ont inscrits dans un établissement que les parents ne jugent pas souhaitable parce que 90 % des élèves sont Asiatiques." - "La Presse" (Montréal) 17.9.87 : Un sondage révèle que 3 Canadiens sur 4 sont opposés à l'immigration en provenance du Tiers-Monde et sont déçus de la complicité des "élites".

)_(Dans "Tribune Nationaliste" n° 21 (B.P. 54, F-77580 Crécy-la-Chapelle), Claude Cornilleau commente le récent "scandale Le Pen" : "Le scandale, c'est que, dans ce système, lorsque l'on interroge un candidat à la présidence de la République, la seule chose que l'on retienne et que l'on gonfle démesurément dans ses propos, ce sont ses déclarations à propos des juifs, encore des juifs, et toujours des juifs et des chambres à gaz, c'est-à-dire d'histoires qui remontent à un demi-siècle, de faits que l'on veut nous imposer comme vrais, véridiques, authentiques, qu'il est même question d'interdire de mettre en doute, comme en Allemagne, pays où, comme chacun sait, la démocratie a été imposée à coup de centaine de milliers de tonnes de bombes au phosphore, de préférence sur les populations civiles. Le tout au nom de la liberté d'expression, comme d'habitude ! La vérité m'oblige à dire que l'écrasante majorité des Français se moque éperdument de tout cela et que le chômage, l'insécurité et l'invasion allogène constituent leurs véritables sujets de préoccupation. Je parle des Français de souche, naturellement, et non pas des allogène naturalisés..."

)¯(Dans "Lectures Françaises" n° 366 (D.P.F., Chiré-en-Montreuil, F-86190 Vouillé), un très intéressant texte sur la "Machinerie de SOS Racisme". Nous lisons : "Le vrai "patron" de SOS Racisme, ce n'est pas Harlem Desir, mais Julien Dray. Ce dernier, véritable créateur du groupe, a trouvé plus habile de faire endosser l'habit de président à un fils de Martiniquais plutôt qu'à un israélite. SOS Racisme, si l'on voulait lui assurer une large audience parmi les immigrés, devait être présidé par un homme de couleur. Sans quoi ce ne serait qu'une imitation de la LICRA, fondée par Bernard Lecache et présidée par Pierre-Bloch, ou un nouveau MRAP, dissidence communisante de celle-ci, provoquée il y a bientôt quarante ans, par André Blumel, et présidée successivement par lui, par Léon Lyon-Caen et par Pierre Paraf, animée par Charles Palant et Albert Levy. (...) La Ligue des droits de l'Homme, fondée au siècle dernier pour la défense du capitaine Dreyfus et présidée, au temps de ses splendeurs, par Victor Basch ou Emile Kahn, et ensuite par Daniel Mayer et Yves Jouffa, fut la première à apporter son soutien à SOS Racisme : c'est dans ses locaux que fut organisée, le 22 novembre 1984, la première conférence de presse du mouvement qui venait d'être créé. Bernard-Henry Lévy et Marek Halter en furent les premiers parrains. Michel Polac lança SOS Racisme à son émission de TF1 le 5 janvier 1985, relayé le 15 février 1985 par le "Nouvel Observateur", rénové par le bras droit immobilier du baron Edmond de Rothschild et "rédigé en chef" par Jean Daniel. Pour lancer le "symbole de l'antiracisme", cette "main de Fatma" adoptée par SOS Racisme, l'hebdomadaire de la bourgeoisie intelligente en orna sa première page le 15 février 1985. (...) Harlem Desir est gentil, mais on sait bien que SOS Racisme, c'est Julien Dray. Ce petit-cousin de Bernard-Henry Lévy, autre protecteur de SOS Racisme, est âgé de trente-deux ans. Lui aussi vient de l'extrême-gauche : il fut le co-fondateur de l'UNEF ID et l'un des militants les plus actifs de la Ligue communiste révolutionnaire trotskyste, auprès d'Alain Krivine. Il rejoignit le Parti socialiste, avec d'autres trotskystes, un peu plus tard, pratiquant avec adresse cet "entrisme" qui ressemble fort au noyautage" - Curieux de retrouver toujours les mêmes...

APRES LES ELECTIONS SUISSES

Vu le mécontentement devant l'invasion afro-asiatique, les conditions de succès pour l'opposition nationale en Suisse n'ont jamais été meilleures.

Et pourtant les partis à vocation parlementaire enregistrent une défaite. Leur représentation parlementaire tombe de 5 députés à 3. Pourquoi ?

Parce qu'ils n'ont pas osé mettre en avant l'invasion du pays par des populations de couleur. Peur d'encourir le reproche de racisme. Ainsi, les affiches de l'Action Nationale relevaient la surpopulation étrangère, mais sans faire la différence entre les étrangers d'Europe et ceux du Tiers-Monde.

Plus grave encore : Vigilance a cru devoir protester contre les accusations de "nazisme" émanant de lobbies bien connus. D'autre part, en mai dernier, un responsable de l'Action Nationale écrivait dans "Volk und Heimat" : "Il n'entrerait pas en ligne de compte qu'une personne telle que l'enseignante gymnasiale Mariette Pascoud soit membre de l'Action Nationale ou bénéficie d'une quelconque protection politique."

La seule conclusion de l'électorat ne peut être que la suivante: Ces gens-là ne veulent pas nous protéger contre la marée de couleur. Et ils ont peur.

L'homme de la rue sent ces choses-là et ne votera pas pour des trouillards.

)¯(Dans "Militant" n° 226 (B.P. 154, F-75010 Paris) : "Le racolage éhonté des politiciens en campagne rappelle en tous points celui auquel se livrent les dames de petite vertu dans les rues chaudes de nos villes : c'est toujours le septième ciel que l'on promet au client... Méthodes du show-biz et de la prostitution, telles sont donc les moeurs politiques de la démocratie. Comment s'étonner dès lors des résultats, puisque les hommes prétendument mandatés par la volonté populaire ne sont en réalité que le produit d'une véritable sélection à rebours, les élus étant le plus souvent ceux qui ont accepté de descendre au plus bas? (...) De la démocratie à la prostitution, il n'y a qu'un pas qu'ont franchi depuis longtemps la plupart de nos politiciens." - Le n° 227 titre : "Suite à l'affaire Le Pen, ils veulent supprimer la liberté d'expression !"

)¯(Dans "Germania" du 20.9.87 (206 Carlton Street, Toronto, Canada) : Le 25.8.87, nousvelle plainte pénale de Sabina Citron contre Ernst Zündel, celui-ci ayant à nouveau contesté les "six millions". Le 18.9.87, la plainte est rejetée; Sabina furieuse exige la démission du ministre de la Justice de l'Ontario. Plus loin, Zündel écrit : "Nous autres qui avons jeté un regard derrière les coulisses du système, nous nous trouvons - que nous le voulions ou non - en état de guerre idéologique avec ce système, non parce que nous serions des terroristes ou des asociaux, mais parce que nous avons le sens de l'honneur et de la propreté morale."

)¯("Tribune de Genève" du 4.9.87 : Une réunion d'opposants zaïrois est prévue à Bex (Suisse) en vue de créer un gouvernement en exil. "Pour ne pas heurter la loi suisse qui limite les activités des étrangers en Suisse, ce symposium est organisé sur un plan strictement privé par des Zaïrois réfugiés dans notre pays." Le Canton de Vaud et le syndic de Bex ont autorisé la réunion. - Rappelons que les réunions du Nouvel Ordre Européen, pourtant privées elles aussi, sont interdites. La conférence de Roques à Genève, privée, a valu l'interdiction de séjour du conférencier. - Ceux qui croient au père Noël croiront à la justice en Suisse.

N O U V E L L E S D ' A N G L E T E R R E

Eric Butler, brave employé de la BP Chemicals Co. et inoffensif collectionneur de papillons, s'est défendu avec sa canne-épée contre deux malfrats noirs qui l'attaquaient dans le métro londonnien, blessant l'un des assaillants à l'estomac. Arrêté par la police du métro, Butler dût comparaître le 10 septembre : 200 livres d'amende, confiscation de la canne-épée. Le juge a déclaré qu'un tel comportement était intolérable, même en cas de danger de mort. Butler, qui avait eu environ 3000 livres de frais d'avocat, a néanmoins bénéficié d'une collecte de sympathisants pour près de 10.000 livres. De quoi acheter une nouvelle canne.

Un enfant de dix ans a reçu un salaire de £ 1,75 pour une journée de travail de 10 heures. Comme quoi le travail d'enfant renaît de ses cendres en Angleterre, comme au 19e siècle. Dans un autre cas, un enfant de 12 ans a reçu 15 livres pour une semaines de travail de 45 heures.

Un ministre du cabinet israélien, le général Ezer Weizmann, était compromis, voici 40 ans, dans un attentat à Londres contre un général britannique. Weizmann était membre d'un commando de l'Irgoun (dirigée par Menachem Begin) qui avait mission d'assassiner le lt-général sir Evelyn Barker en avril 1947. Le plan fut abandonné, Scotland Yard l'ayant découvert. (Sir Evelyn avait confirmé la condamnation à mort de trois terroristes de l'Irgoun.)

Suite à une pression juive, Jean-Marie Le Pen dut renoncer à parler devant un groupe de parlementaires conservateurs. L'invitation émanait d'un ancien conseiller de Mme Tatcher, sir Alfred Sherman, lui-même Juif, mais modéré et raisonnable dans sa ligne politique et, de ce fait, en butte à de continuelles attaques de la part de conservateurs juifs qui exercent une forte influence sur le gouvernement Thatcher. Le Pen et Sherman furent aussi violemment pris à partie par Norman Tebbit, président du Parti conservateur et partisan inconditionnel du peuple élu. Il est notoire que Mme Thatcher redoute le lobby juif, puisqu'elle a été élue à North Finchley (Londres) où les Juifs constituent la majorité de la population aisée. Cette hypocrisie est d'autant plus évidente si l'on considère que Mme Thatcher a reçu Begin et d'autres chefs terroristes qui ont tué des soldats anglais en Palestine. Et on refuse la parole à Le Pen.

La pièce télévisée SINS (Péchés) - où le rôle principal est tenu par l'actrice Joan Collins - a soulevé l'indignation d'une importante partie du public. Répugnante et haineuse, cette oeuvre montre une scène où deux soldats "nazis" assomment une femme enceinte pour la violer, tous les détails étant portés à l'écran. Le motif principal de l'indignation était l'heure de l'émission, accessible aux enfants, car seule une minorité de téléspectateurs se doutent qu'une telle scène relève de la propagande de guerre réchauffée. Mais il y a des Anglais honnêtes qui estiment que la vieille Joan Collins avec sa perruque et ses fausses dents serait mieux à sa place dans un asile.

V. Bird

LES JEUNES ET LE REVISIONNISME

Sous ce titre, "Le Monde" (notre correspondant n'indique malheureusement pas la date) publie une lettre de lecteur d'un très grand intérêt :

"Professeur de français d'un collège privé de la région lyonnaise, j'ai organisé récemment, dans une classe de quatrième, un débat sur l'ouvrage bien connu de Bradbury, "Fahrenheit 451". J'ai eu la surprise d'entendre quelques élèves opérer un rapprochement entre la situation décrite dans le livre et l'attitude adoptée actuellement par les hommes politiques ou les média à l'égard des écrivains "révisionnistes" ! Avec comme source des informations d'origine purement "télévisuelle", ces élèves tenaient le raisonnement suivant : "C'est à peu près la même chose aujourd'hui. On nous dit que la vérité est établie sur ce problème, qu'il ne faut pas y réfléchir. On propose d'ériger en délit un certain type d'opinion. Une revue a été interdite à la parution."

"Un peu estomaquée par cette réaction juvénile mais inattendue, j'ai répondu ce qu'il y a à répondre en pareille matière. J'en suis néanmoins restée troublée, et livre cette expérience à la réflexion de vos lecteurs, me demandant si le refus du débat avec les "révisionnistes" ne recèle pas le risque de voir certains jeunes sympathiser avec ce qu'ils pourraient considérer comme l'"interdit".

Mme Chellat
(Saint-Genis-Laval, Rhône).

C E D A D E . . .

(Apartado de Correos 14207, E-08080 Barcelone)

... consacre son numéro 153 à Rudolf Hess. 50 pages d'extraordinaire documentation que nous recommandons à tous ceux qui lisent l'espagnol.

Jorge Mota, l'organisateur de la campagne en faveur de Hess en Espagne, estime que Rudolf Hess, par son raid en Angleterre, a interprété la volonté de paix d'Hitler. Il pense aussi que même ses ennemis admireront Hess pour la noblesse de son attitude devant le Tribunal de Nuremberg. Il considère que le système se réclamant des "droits de l'homme" règne par la terreur et l'arbitraire aussi bien dans le bloc communiste que dans celui des "démocraties", et ce système est responsable du sort de Hess. Si le grand public n'a pas réclamé la libération de Hess, c'est que, mal informé, il l'a tenu coupable d'avoir préparé des guerres offensives. Et Mota voit dans la fidélité envers Hitler le motif principal de cette longue détention. L'exemple de Hess assurera la renaissance du national-socialisme. Mota conclut, en rappelant la devise de Guillaume le taciturne, que lui et ses amis ont combattu pour la libération de Rudolf Hess en sachant bien qu'ils ne l'obtiendraient jamais.

SEUL CE QUI EST SALE A BESOIN DE SE CACHER

L'AFFAIRE HESS NE FAIT QUE COMMENCER (Suite)

7

Nous savons qu'il y a derrière cette agonie de 46 ans infligée à un innocent d'énormes, d'inavouables saloperies. Mais nous ne savons pas lesquelles. Nous ne pouvons que supputer des vraisemblances. Il y a pourtant quelques données d'ordre général qui n'épuisent pas le problème, mais qui ont tout de même leur importance.

Le suicide est étrange. Mais s'il s'agit réellement d'un suicide, d'où la victime tenait-elle cet opportun fil électrique ? Qui l'avait mis à sa portée et dans quel but ? Et pourquoi cette ballade réelle ou fictive du cadavre ? Et cette bien plus étrange hémorragie cérébrale d'un fils en pleine santé ? D'un bout à l'autre, l'affaire Hess est truquée.

Mais pour clore cette question sur laquelle l'enquête sera à jamais impossible, disons que, suicide ou assassinat, peu importe. Ce qui importe, c'est que Churchill a refusé de recevoir Hess, que le Tribunal de Nuremberg l'a condamné sous un prétexte parfaitement bidon, que le gouvernement anglais a décidé de fermer l'accès aux documents jusqu'en 2017 et que Rudolf Hess est mort en prison 15 ans après la libération de Speer, ministre de la guerre.

Le mobile du crime n'est pas forcément unique. La crapulocratie maîtresse de la planète aurait bien voulu pouvoir enregistrer un reniement, un désaveu de la fierté que montra le plus vieux prisonnier du monde devant les "juges" de Nuremberg. Ils n'ont pas pu l'obtenir. Qu'on lui trouve raison ou tort, le condamné est mort debout, sa fierté intacte.

Il y a en outre cette situation économique mondiale que j'analyse dans mon ouvrage "Le grand suicide" et qui acculait au désespoir les nations exclues du partage impérialiste : Allemagne, Italie, Japon. Les USA non plus n'avaient pas officiellement de colonies; mais ils avaient un espace vital plus que suffisant et un système de pompage des richesses de l'Amérique Centrale et du Sud qui fonctionnait déjà très bien et qui s'est, depuis, étendu à toute la planète.

Il y a aussi la révélation d'un secrétaire particulier de Roosevelt dans laquelle est relaté l'aveu de ce pompier-incendiaire de la Maison-Blanche : "Notre premier but de guerre n'est pas d'abattre l'Allemagne; c'est la destruction de l'empire anglais." Dans cette Angleterre réduite à son île, avec 4 millions de chômeurs et un nombre pire de "coloureds" sur son sol, le gouvernement redoute-t-il les réactions de son opinion publique, si celle-ci découvrait le rôle de cocu superbe que Churchill à fait jouer au peuple anglais ?

Et si Hess avait exposé les contraintes économiques qui acculaient l'Allemagne à la guerre ? Tenté la voix de la raison contre un suicide collectif de l'Europe ? Quelle chape de honte pour Albion !

Sur ce dernier point, nous ne savons rien; ou plutôt presque rien. Que Hess ait agi avec ou sans l'accord d'Hitler, c'est sans importance. Mais ce qui en dit peut-être long sur la teneur des propositions de Hess et le consentement d'Hitler, c'est une parole de ce dernier à son chauffeur en mars 45 dans Berlin en ruines : "Quand les horreurs de cette guerre seront oubliées, un nom brillera au firmament de l'histoire. - Le vôtre, mon Führer. - Non, celui de Rudolf Hess."

La complicité mondiale des gouvernants et des média continuera à tout faire pour falsifier le dernier grand drame de l'histoire européenne. Or il ne s'agit pas du "nazisme". Il s'agit de notre dignité humaine, de notre droit à notre identité. Nous le proclamons bien haut, nous qui oeuvrons à notre défense contre la destruction biologique et culturelle planifiée de nos peuples : Nous nous défendons, parce que nous abhorrons toutes les servitudes, tous les arbitraires, parce que nous refusons d'être réduits en esclavage par le matraquage des média et la lourde imbécillité des masses manipulables qui nous emprisonnent dans leur soumission de moutons gras.

Prenez-y garde, crétins suffisants des sommets politiques : La source du terrorisme est là, dans le refus de minorités lucides de subir la dictature de la crapulocratie à travers l'instrument des média et des masses idiotes qui pensent tout ce que télé et presse engrangent dans leurs cervelles de Néanderthaliens dégénérés, tout et rien que cela...

Rudolf Hess est mort; il en a fini; il est libre. Prenons garde que son tombeau introuvable ne devienne pas celui de notre dignité et de notre liberté. A chacun de se battre...

Robert Dun

LES VRAIS DECORÉS DE LA FRANCISQUE

La réédition de cette liste des porteurs de la Francisque vient à son heure. Au moment où l'un des plus illustres décorés du maréchal Pétain s'apprête à solliciter le renouvellement de son mandat élyséen, il n'est pas inutile de rappeler que son nom figurait parmi les fidèles de celui qui, en 1940, avait fait don de sa personne à la France. Ce recueil contient 2000 noms (avec prénoms, qualités et adresses) de décorés de la Francisque. (47,10 francs français, port compris.)

Autres rééditions : "La Haute Finance et les Révolutions" (57,40 F) et "Partis, journaux et hommes politiques" qui retrace l'histoire des mouvements et des média de droite, du centre et de gauche, des royalistes et des "fascistes" aux communistes et aux gauchistes, avec un index de 10.000 noms cités (620 pages, 262 F port compris). Envoyer commandes avec mandats ou chèques à Henry Coston, B.P. 92-18, F-75862 Paris Cedex 18. Indispensable à la connaissance de la politique française.

Bibliographie

L A B A T A I L L E D E B E R L I N (La battaglia di Berlino)

(90 pages 13/20,5 - 50 photos hors-texte - en italien. Editions Ar, Via S. Biagio 38, à Padoue.)

C'est en 1970 qu'Adriano Romualdi, trop tôt disparu, réunissait divers textes aussi précieux qu'inédits sur la bataille de Berlin dans un petit ouvrage dédié au courageux prisonnier de Spandau.

La troisième édition a coïncidé avec le quarantième anniversaire du "jugement" de Nuremberg et la quarante-cinquième année de geôle d'un homme coupable seulement d'avoir dénoncé le complot qui se tramait contre l'Europe et la race blanche.

La véritable Résistance ne fut pas celle des francs-tireurs, en marge des lois de la guerre, des terroristes, ce fut l'héroïque bataille de Berlin, qui réunit fraternellement Allemands, Espagnols, Français, Scandinaves, Hollandais, Lettons et Belges; ils ne défendaient pas seulement la capitale du Reich, mais aussi l'unité et les libertés de notre continent, trahi par des politiciens médiocres, incohérents, aux vues étroites, habilement manoeuvrés par les forces occultes bien orchestrées de l'anti-Europe.

L'histoire ne pourra jamais dire que le peuple ait abandonné son chef ou que le chef ait abandonné son peuple ! Et cela est une victoire !

Invictis victi victuri.

Personnellement, je ne pourrai jamais oublier le regard apeuré, troublé, de mon hôtesse communiste à Berlin-Est, formée à l'école de l'occupant slave, à qui j'avais demandé l'emplacement de la Chancellerie.

D'un ton qui se voulait tranchant, elle décida pour moi, comme on fait avec un petit enfant à ses premiers pas : "Cela n'a aucune espèce d'intérêt, et d'autre part, on a reconstruit dessus !"

Les bâtisses de l'exécrable urbanisme stalinien ne peuvent cependant nous masquer les hauts lieux de la tragédie européenne, comme les souks-magasins de Cohen ou Coin à Milan sur le Piazzale Loreto, le golgotha mussolinien, ne nous feront pas oublier les honteux massacres communistes lors des "journées radieuses" sous le regard complice des Américains.

A Berlin-Est, le gigantesque monument du soldat russe, puéril, emphatique, complaisant, prétentieux, ne nous distraira jamais de tous les crimes des hordes asiates : femmes violées puis clouées aux portes des maisons, nouveaunés empaquetés jetés sous les chenilles des tanks, jeunes filles attachées aux cuirasses de ces mêmes chars d'assaut, membres de la Jeunesse hitlérienne aspergés d'essence et brûlés vifs; ce génocide de millions d'Allemands civils ou prisonniers inermes le fut avec l'aide et la bénédiction de l'oncle Sam; même des nomades mongols et leurs chameaux étaient au rendez-vous de Berlin pour "libérer" la patrie de Hegel et de Beethoven; plus au sud, des Zoulous et des Hottentots étaient aussi là pour "libérer" le pays de César et de Michel-Ange !

Le génocide était exalté, encouragé par Ilya Ehrenburg, l'abject semeur de haine (invité d'honneur, plus tard, des Rencontres Internationales de Genève) :

"Soldat de l'Armée Rouge !
Tuez, tuez, écrasez le fauve fasciste dans son repaire ! Prenez les femmes allemandes comme proies; humiliez leur orgueil racial ! Tuez les fascistes ! Tuez-les : Tous les fascistes sont coupables, ceux qui sont nés et ceux qui ne sont pas nés ! Le camarade Staline l'a dit : Ecrasez le fauve allemand dans son propre repaire !"

- Hélas, ce fut une guerre totale contre ceux qui avaient déclenché les hostilités, répéterontceux qui se laissent encore abuser par la propagande des"vainqueurs". Eden, Staline, Roosevelt, Truman et quelques autres n'ont-ils pas trompé leurs peuples et voulu la guerre ? Ont été des provocateurs, des criminels de guerre ?

Jusqu'aujourd'hui, on a tourné certaines pages de l'histoire plus rapidement que d'autres; quelques-unes seulement ont été redites jusqu'à la nausée, pour se donner bonne conscience ou pour tromper sciemment le bon "démocrate". Tous les maux, toutes les défaites, toutes les lâchetés, toutes les décadences, toutes les pertes de prestige, toutes les invasions de gens de couleur viennent... du rêve hégémonique de ceux d'en face; ils ont sûrement dû être des monstres ! Forcément, des monstres ! cela les aide aussi à vivre, sinon cette "croisade" pour l'Europe n'aurait été qu'un lâche parricide, une tuerie stupide, inutile, criminelle, contraire même aux intérêts anglo-américains. Les remords incessants provoquent les incessantes insultes.

Pour terminer, je ne peux me soustraire au plaisir de citer une phrase de la romancière neuchâteloise du "Zéro positif", qui s'adapte fort bien à notre propos :

"On rejouait interminablement et minablement les mêmes mesures comme un vieux disque rayé qui rododotait, au risque de lasser l'humanité entière : taccataccata et fugues en si majeur, points d'orgues de Staline, nuit sur les monts soudain chauves..."

Giuseppe Patanè

- -

A NOS ABONNÉS ...

Un effort particulier devrait être fait pour augmenter notre diffusion. Faites circuler le "Courrier du Continent" et parlez-en autour de vous. Envoyez-nous des adresses auxquelles nous pourrions envoyer des specimens.

Au moment où les lobbies antiracistes réclament une loi Pleven suisse, la contre-attaque s'impose.

LETTRE OUVERTE DU PROFESSEUR ROBERT FAURISSON

adressée à Jacques Chancel, le 28.9.87, à propos de l'émission "Inforum" (Radio-France/France-Inter) du 18.9.87 consacrée à Robert Faurisson.

Monsieur,

Le 18 septembre, vous m'avez consacré une émission qui devait être contradictoire mais qui ne l'a pas été. Sur votre invitation, que j'avais immédiatement acceptée, je m'étais rendu à Paris pour me voir opposer, en public, M. Gilbert Salomon qui, me disait-on, avait passé deux ans, jour pour jour, à Auschwitz (exactement du 11 avril 1943 au 11 avril 1945) et qui allait apporter des preuves de la réalité des chambres à gaz homicides. Arrivé à Paris, j'ai appris que ma présence à cette émission était jugée indésirable. En accord avec Roland Faure, directeur de votre station, vous estimiez inadmissible en fin de compte tout exposé, quel qu'il fût, de la thèse révisionniste.

Or vous n'aviez lu aucun écrit révisionniste, ainsi que j'ai pu le constater d'abord lors de notre conversation téléphonique, puis au cours de l'émission elle-même où les rares citations que vous avez faites de mes ouvrages étaient soit fausses, soit de seconde main (soit coupées de leur contexte).

Le seul dédommagement que j'aie pu obtenir de vous, une heure avant l'émission, est l'enregistrement d'une courte déclaration, qui a été effectivement diffusée et dont voici le texte :

"J'ai été invité à cette émission qui devait être un débat contradictoire. J'ai immédiatement accepté. Je me suis rendu à Paris. J'apprends maintenant que ma présence est indésirable. Une fois de plus, mes propres arguments seront présentés par la partie adverse.

"Je suis accusé et mis dans l'impossibilité de me défendre.

"Mes arguments pour soutenir qu'il n'a jamais existé de chambre à gaz homicide dans les camps du IIIe Reich sont essentiellement d'ordre PHYSIQUE, CHIMIQUE, TOPOGRAPHIQUE, ARCHITECTURAL et DOCUMENTAIRE. Je constate que jusqu'ici on y a essentiellement répondu par des INSULTES, des INJURES et des INVECTIVES.

"J'ai une question à poser aux responsables et aux participants de cette émission : A SUPPOSER QUE LES CHAMBRES A GAZ N'AIENT PAS EXISTÉ, FAUT-IL LE DIRE OU LE CACHER ?"

Vous avez, à plusieurs reprises, interrompu le cours de cette déclaration. Vous n'avez pas répondu à ma question, alors que je répondais aux vôtres. Les deux autres participants, M. Gilbert Salomon et le journaliste Michel Meyer, n'y ont pas plus répondu.

Les propos tenus sur mon compte à l'antenne soit par ces deux personnes, soit par M. Roland Faure, soit par vous-même ont été dans l'ensemble injurieux, diffamatoires et parfois d'une telle violence que vous avez pu dire, sans être démenti, que, si j'avais été là, M. Gilbert Salomon m'aurait probablement frappé.

M. Gilbert Salomon m'avait été présenté comme votre ami intime, "presque un frère". Quand vous m'avez dit au téléphone qu'il avait été interné au camp d'Auschwitz jusqu'au 11 avril 1945, je vous ai tout de suite rétorqué que ce n'était pas possible. En effet, ce camp a été évacué de la plupart de ses internés le 18 janvier 1945 et il a été libéré par les Soviétiques le 27 janvier. Vous avez rapporté cette objection à votre ami. Ce dernier, non sans quelque embarras, a dû alors admettre qu'il avait été transféré d'Auschwitz à Buchenwald dans les derniers mois de la guerre; c'est dans ce camp que les Américains l'avaient libéré le 11 avril 1945.

Votre ami intime et presque frère vous avait menti sur ce point. Je crains qu'il ne vous ait menti et qu'il n'ait menti aux auditeurs sur bien d'autres points.

Je vais supposer que M. Gilbert Salomon est bien aujourd'hui cet important homme d'affaires qui préside notamment la société d'import/export de bétail et de viande appelée SOCOPA-International : 40-42, boulevard Jean-Jaurès, 92110 Clichy, 47 37 41 41; qu'il est né vers le 15 juillet 1929 à Liesdorf et que le "plus jeune frère", dont il nous a parlé et qui aurait été gazé à Auschwitz le 11 avril 1943 s'appelait Fredy Salomon, né à Liesdorf vers le 4 juillet 1931. En ce cas, voici ce que j'ai à vous apprendre sous réserve d'erreurs éventuelles que je vous demanderais de me signaler :

1. Votre ami intime et presque frère vous a caché qu'il était en fait arrivé à Auschwitz le 1er mai 1944, soit plus d'un an après la date indiquée;
2. Son convoi, d'après ce qu'il a dit à l'antenne, aurait compris 1.100 personnes et il n'y aurait eu qu'un seul survivant : lui-même. En réalité, il semble que ce convoi ait compris 1.004 personnes, et Serge Klarsfeld, dans son "Mémorial de la déportation des Juifs en France" (Additifs compris), donne les noms de 51 personnes qui, dès 1945, sont revenues en France et sont venues spontanément se déclarer vivantes au ministère des prisonniers; personnellement, j'ai des raisons de croire que le total des rescapés de ce convoi est nettement supérieur et j'ajoute qu'il y a des moyens d'en trouver le vrai chiffre;
3. Dans ledit "Mémorial", Gilbert Salomon est comptabilisé comme mort ou gazé; en conséquence, son nom figure comme tel sur le monument de Jérusalem.

A propos des gazages fictifs, il faut savoir que des personnes comme Simone Veil ou Henri Krasucki (et sa mère) ont été longtemps comptabilisées comme gazées jusqu'au jour où, à cause de la notoriété de ces personnes, il a fallu opérer une révision de leur histoire; je connais des milliers d'autres cas de faux gazés pour les seuls 75.721 Juifs français, Juifs étrangers ou Juifs apatrides qui ont été déportés de France.

Je souhaite savoir combien de temps Gilbert Salomon est resté à Auschwitz et ce qu'il y a fait exactement (il ne nous en a pas parlé). Que sont devenus les différents membres de sa famille ? Quel type de recherche a-t-il entrepris pour savoir le sort de son jeune frère ? Sur quoi se fonde-t-il pour affirmer que, dans les derniers jours de la guerre, un ordre est venu de Berlin prescrivant l'exécution du plus grand nombre possible de détenus et de témoins.

SUITE DE L'AFFAIRE PASCHOUD

A l'intention de ceux de nos lecteurs qui n'auraient pas suivi le début de l'"affaire", rappelons-en les faits principaux.

Le Français Henri Roques publie une thèse sur le fameux document Gerstein, souvent invoqué par les exterminationnistes en faveur de l'existence de chambres à gaz homicides dans les camps de concentration allemands durant la guerre mondiale. Mme Mariette Paschoud, professeur secondaire à Lausanne, approuve cette thèse et doute des célèbres chambres. Tempête orchestrée dans les média, intervention des lobbies (grand-rabbin, LICRA, étudiant juifs de Suisse...). Le chef du Département de l'Instruction publique, trahissant les devoirs de sa charge, cède à la pression et retire tout enseignement à Mme Paschoud, ainsi mise "au placard".

Le 16.6.87, le professeur R.-G. Dommergue Polacco de Menasce écrit à Pierre Cevey pour s'étonner des mesures prise contre Mme Paschoud, et cela en tant que Juif opposé au terrorisme intellectuel. Réponse embarrassée de Pierre Cevey. Le 1.9.87, le Dr Dommergue écrit de nouveau au chef du Département de l'Instruction publique, après étude approfondie du problème. En voici un passage marquant :

"En ce qui concerne Mme Paschoud, je vois en plus qu'elle est journaliste. A ce titre, sa seule obligation est l'information et la vérité.

"A l'intérieur du lycée, elle n'a jamais parlé de quoi que ce soit. Elle a répondu à une élève qui, n'ayant pas ou mal lu ses articles, lui demandait pourquoi "elle niait l'existence des camps", qu'elle n'avait jamais dit ou écrit une telle chose.

"A sa place, j'aurais répondu que des historiens affirmaient que les chambres à gaz n'avaient jamais existé et qu'une thèse sur le rapport Gerstein avait reçu les félicitations d'Alain Decaux, l'historien médiatique le plus célèbre de France.

"Je n'aurais pas manqué de dire également :
- que le rapport Gerstein, objet de cette thèse (inutile) avait été r é c u s é au procès de Nuremberg;
- qu'au procès de la maison Degesch, fabricant le Cyclon B, le P.D.G. et son physicien ont affirmé que les gazages tels qu'ils ont été décrits (salle de douche, etc.) étaient impossibles et impensables (ce procès s'est tenu en 1949);
- que l'"American Jewish Yearbook", dans son numéro 43, page 666, fixe à 3.300.000 le nombre des Juifs présents en Europe occupée en 1941;
- que les fours crématoires perfectionnés n'ont été installés que fin 1943; cela signifie que des crémations massives n'auraient pu auparavant être exhaustives, ce qui aurait déclenché une épidémie de typhus en Europe...
- qu'on ne peut effectuer la crémation de 4 millions de personnes, un pays comme la Suisse, pendant une durée de UN an ou DEUX (dans 7 camps) et bien d'autres choses encore.

"Quant aux articles de Mme Paschoud, au regard desquels le droit de réserve ne joue aucun rôle, j'ai admiré leur simplicité, leur modération, leur clarté. Je citerai d'ailleurs un passage des exterminationnistes qu'elle reproduit et un passage de sa plume :

"Chacun est libre d'imaginer ou de rêver que ces faits "monstrueux n'ont pas eu lieu. Ils ont malheureusement eu "lieu et personne ne peut en nier l'existence sans outra-"ger la vérité. Il ne faut pas se demander comment techni-"quement un tel meurtre de masse a été possible. Il a été "possible techniquement, puisqu'il a eu lieu. Tel est le "point de départ de toute enquête historique sur ce sujet. "Cette vérité, il nous appartient de la rappeler simple-"ment : Il n'y a pas, il ne peut y avoir de débat sur les "chambres à gaz"... ("Le Monde", 21.2.79.)

"Et Mme Paschoud nous dit :

"Les chambres à gaz ont existé, soit. Je voudrais alors "qu'on m'explique pourquoi depuis plus de 20 ans on s'a-"charne à atteindre les révisionnistes dans leur vie pro-"fessionnelle et privée, alors qu'il serait si simple pour "les faire taire définitivement de produire UNE SEULE ET "UNIQUE de ces innombrables preuves irréfutables qu'on "brandit sans cesse..."

"Dans ce passage, le bon sens élémentaire et l'honnêteté répondent à une paranoïa irréversible...

"Qui oserait en effet dire sur quelque sujet que ce soit, "voilà, c'est ainsi, je n'ai pas à vous donner de preuves, "vous devez l'accepter, un point c'est tout..." Drôle de conception de la réalité historique, ne trouvez-vous pas ?"

- -

DANS UNE LETTRE OUVERTE A LA TELEVISION...

... le Dr Dommergue proteste contre Michel Polac qui a condamné sans appel le Dr Alexis Carrel :

"Il nous a démoli, en un coup de cuillère à pot, un des génies les plus importants de ce millénaire.

"Un seul argument dans ce procès grotesque : M. Carrel a parlé d'eugénisme... Alors surtout "je ne vous recommande pas ses livres" ! (voir fin de l'émission abasourdissante).

"Il est atroce de savoir que l'assassinat par MILLIONS d'enfants sains par l'officialisation de l'avortement satisfait pleinement le sens moral de M. Polac, tandis que le fait de ne pas laisser survivre les débiles, les infirmes moteurs et psychiques, les hérédo-syphilitiques et alcooliques ressortit pour M. Polac au crime qui fait de M. Carrel un homme à ignorer, voire à fustiger !

"M. Carrel, qui ne veut pas voir proliférer les tarés et infirmes de toutes sortes, est un criminel, mais M. Polac, qui n'a jamais dit un mot sur l'assassinat de millions d'enfants sains est un grand homme !" (...)

"Polac A LUI SEUL fait comprendre et justifie l'antisémitisme. J'eusse aimé que cet art suprême du pourrissage soit attribué à un autre nom qu'un nom juif. Cela est douloureux, car, Juif moi-même, je voudrais voir autre chose que cette ordure maximale régner sur des millions de téléspectateurs."

E N D E H O R S D E L A "R O U T E D U R H U M",

V O G U O N S , V O G U O N S ! . . .

11

Acte I, Scène I : En 1983, Jaime Lunsinchi, avec l'appui de son parti, "Action Démocratique", devient président du Venezuela. Dans le système bicaméraliste, avec une majorité de sièges, "Action Démocratique" contrôlera désormais très facilement l'orientation politique et économique du pays et les activités du Législatif et de l'Exécutif venezuelien.

Profitant immédiatement de la situation, Jaime Lusinchi, dit "le bulldozer", arrive à faire aboutir une série de lois de contrôle destinées à encadrer l'économie : lois "coût, prix, salaires". Souffrant déjà avant les élections d'une hypertrophie d'interventionnisme d'Etat (70 % d'entreprises nationalisées !), absorber les 30 % restants devient le but essentiel du gouvernement. De nos jours, tout le monde est devenu conscient, en analysant les résultats de la gestion étatisée dans les pays socialistes, qu'une telle économie est incapable de s'adapter spontanément aux mouvements et aux variations du marché intérieur et des marchés internationaux, ou de suivre la conjoncture du moment.

Cet aspect paralysant n'a pas échappé aux économistes éclairés du pays par les répercussions quotidiennement ressenties dès lors. Un mouvement s'est formé (Resistencia FTP), est descendu sur la voie publique pour distribuer un manifeste, qui a même paru dans la presse, et dans le journal mondialement connu "El Universal". A aucun moment, ces rassemblements, nombreux dans tout le pays, n'ont donné lieu à des heurts avec la police ou une autre opposition.

La non-intervention de l'Etat s'explique aisément. Devant l'opinion mondiale, l'image du Venezuela libéral et démocratique devait persister, en démontrant sa tolérance pour toutes les formes d'expression politique, même oppositionnelle.

Fin de l'illusion. Dans les coulisses cependant, la majorité crypto-marxiste d'"Action Démocratique" avait déjà élaboré, à huis-clos, des plans pour passer à la contre-attaque.

Phase I : Mobilisation de tous les média et campagne de diffamation, dirigée contre le mouvement "Resistencia FTP" et le journal "El Universal". Ce dernier abandonnera la partie engagée avec le gouvernement.

Phase II : Le noyautage de tous les mouvements oppositionnels, dont certains factices, qui se découvriront sympathisants d'"Action Démocratique".

Phase III : Sous la direction d'un certain David Morales Bello, on réclame un procès contre le mouvement de l'opposition pour activités antigouvernementales, illégales.

Déclaré arbitraire par d'éminentes personnalités, y compris sur la scène internationale, surtout pour le fait d'interdire l'opposition sans aucune forme de procès, le gouvernement de Jaime Lusinchi s'esquive et fait semblant de céder. Par contre, curieusement, lors de la proclamation de l'interdiction totale du mouvement "Resistencia", seuls les "Istwestja", dans le n° du 20.11.84, s'en réjouissent !

Notons en passant qu'"Action Démocratique" appartient depuis toujours à l'Internationale Socialiste et ne l'a jamais nié.

Malgré le procès habilement différé, la période d'interdiction de "Resistencia FTP" a donné lieu à de nombreuses interventions policières à la limite de la légalité, arrestations, interrogatoires, incarcérations temporaires, pressions morales, en plus des procédures violentes. Pour en finir avec le spectre gênant d'un procès public sur la scène internationale, le jugement contre "Resistencia" sera formulé comme suit : Jugement selon le principe dit "Res judicata pro veritate habetur", signifiant que l'affaire est considérée comme jugée et l'interdiction maintenue en dehors de toute nouvelle procédure extérieure !

Pour échapper à ce climat politico-économique insupportable, des dizaines de jeunes gens quittent le pays et, le 16 décembre, le leader d'opposition Pedro Marrazzani Boschetti quitte le pays, lui aussi, suivi de toute sa famille. Le mouvement "Resistencia", en butte à la diffamation, devait déclarer qu'il n'avait jamais pris l'allure d'une secte ni fait des déclarations "prophétiques".

Par contre, les paroles menaçantes de Jaime Lusinchi devraient nous inciter à réfléchir (discours du 25.5.85) : "Si une partie du patronat persévérait à se soustraire aux obligations et aux contrôles imposés par moi, il me serait alors permis de définir une fois pour toutes les moyens à envisager pour élargir les contraintes exercées par l'intervention de l'Etat. Nous sommes décidés à redéfinir les formes de nos interventions dans le domaine économique et politique, et nous le ferons, car beaucoup d'entre vous (patrons et propriétaires sous-entendus) semblent frappés de myopie !"

A partir de cette déclaration, on peut affirmer de bonne foi que le leader de "Resistencia FTP" avait bien analysé la teneur cachée de ce projet dit "coût, prix, salaire", qu'il avait vu juste. L'avenir risque de faire basculer dangereusement le pays dans le camp aligné sur Moscou. Les déclarations menaçantes du grand ami du président Mitterrand à l'égard des représentants de la libre-entreprise étaient claires.

A bon observateur on pourra confier : le silence général de la Presse sur la situation au Venezuela; l'absence totale d'une manifestation pour les prisonniers politiques par "Amnesty International"; la reprise par un mouvement international d'une doctrine et de méthodes politico-économiques aboutissant à une inévitable catastrophe. L'arbitraire du président Lusinchi ne diffère en rien de celui de l'actuel leader en Roumanie ou en Corée du Nord. Mégalomanie et marxisme appuyé par le pouvoir arbitraire seront-ils demain la panacée indispensable au bonheur de l'individu ou de l'humanité ?

Lucien Striebel

Les lézardes du système

12

La presse de ces derniers jours a relaté le krach boursier de New York, dont l'ampleur évoque le vendredi noir de 1929. Mais des journalistes distingués rassurent le public : les circonstances, tout autres, ne permettent aucune comparaison; une même chute présente aujourd'hui une gravité moindre... - On verra bien. Si les deux prochaines années voient se multiplier les faillites, comme de 1929 à 1931, et si les banques commencent à sauter, le chômage à gagner du terrain, alors on saura que, les mêmes causes produisant les mêmes effets, une crise mondiale s'approche.

"Système", comme on sait, est le terme par lequel, depuis longtemps déjà, les auteurs nationaux européens désignent les structures régissant les ploutocraties. Certes, il existe aussi un "système communiste", plus brutal, plus menaçant à première vue. A première vue ! Car la vérité nous oblige à reconnaître que les "démocraties populaires" n'acceptent pas l'invasion en provenance du Tiers-Monde, tout au plus la dévient-elles sur les pays du monde "libre". A la différence de leurs homologues occidentaux, les responsables communistes ne sont pas tout à fait fous. A moins que la nuance ne provienne d'un moindre impact, là-bas, de lobbies comme la LICRA ou SOS Racisme.

Si nous parlons davantage du système ploutocratique, c'est qu'il constitue notre champ de bataille. Quant au système communiste, il échappe pour l'instant à notre emprise. Mais nous y reviendrons quand nous aurons de réelles possibilités de le combattre.

Sur le plan géopolitique, le "système" occidental se présente comme un ensemble hétéroclite, mais dominé par des dispositions législatives et constitutionnelles assurant le primat de l'argent : le bloc américain, dont le noyau est l'OTAN mais qui entraîne, par une sorte d'affinité gravitationnelle, des Etats théoriquement non alignés mais plus ou moins contrôlables en vertu de leur structure ploutocratique. Au nombre de ceux-ci figurent la Suisse et l'Autriche, que la neutralité sauvera peut-être des pires désastres sans les préserver toutefois des contrecoups économiques des crises frappant le bloc américain.

Car voici le point capital. Le bloc se lézarde, la poutraison grince et craque. Un jour, et très vite, tout s'effondrera. Quand donc ? Nul ne peut le savoir. La décadence a rongé l'empire romain pendant des siècles. Et soudain il est tombé en poussière. Retenons-le : Aujourd'hui, les crises, quelle que soit leur nature, sont des crises d'esemble du bloc américain. Et voilà pourquoi une révolution natiole et ressuscitant les valeurs aryennes est impossible dans un seul pays européen. Imaginons un nouveau Mussolini porté au pouvoir en Italie. Les Etats-Unis enverraient immédiatement des troupes. De même que Moscou ne pouvait tolérer les velléités hongroises, tchécoslovaques ou polonaises de quitter le bloc de Varsovie, les Américains ne sauraient permettre à un quelconque Etat vassal d'agir à sa guise.

Il serait faux de croire - nous avons cité le krach boursier - que les principales lézardes soient d'ordre économique. Les plus profondes sont d'ordre moral.

Le système a progressivement (en 40 ans !) détruit les patries. La patrie, pays des pères, c'est la communauté d'origine, de sang. C'est la nation d'une seule et même grand-race. C'est un faisceau de volontés semblables tendues vers la survie, non plus de l'individu, mais du peuple, vers l'ascension de la race, vers la lumière, vers le soleil.

Or le bloc américain et ses satellites se sont ouverts aux populations en provenance du Tiers-Monde. Précisons pour être justes, qu'on les y a forcés. Toute l'histoire d'après guerre reste incompréhensible à quiconque n'a pas décelé le complot de mélange des races. Les mélangeurs, dans leur hâte fébrile, ne se cachent même plus. On les voit au grand jour quand il s'agit d'accueillir des réfugiés exotiques ou d'en empêcher le refoulement. Et qui ? Les partis socialistes (la sociale-démocratie de la IIe Internationale), et cela malgré l'opposition des militants de base, les partis "bourgeois", bien qu'hésitants et moutonniers, les partis communistes, sans enthousiasme et presque à contre-coeur, mais eux aussi font partie du système, la plus grande partie des Eglises, la franc-maçonnerie, une importante partie des responsables juifs (journalistes tiers-mondistes, animateurs de la LICRA, du MRAP, de SOS Racisme). Et nous en passons.

Comme chaque pays du système sera bientôt formé, s'il ne l'est déjà, par des effectifs de toutes les races de la planète, toute défense nationale deviendra absurde : Il n'y aura plus rien à défendre. Même pour la Suisse. Chaque Africain et chaque Asiatique pénétrant dans le pays enlève de sa justification à notre armée.

La patrie, c'est la communauté naturelle. Même les animaux supérieurs qui vivent en société la connaissent et pratiquent le sacrifice de l'individu au profit de la lignée.

A cette profonde lézarde s'ajoute la criminalité, la drogue, la décadence culturelle, la déchéance morale, et jusqu'à ce SIDA, conséquence directe de l'invasion allogène. Les responsables du système croient tenir solidement le pouvoir. Un jour, bientôt, leurs mains ne saisiront que poussière et pourriture.

Notre devoir réside dans l'opposition totale. Ayant la tâche de rétablir les communautés naturelles, les valeurs du sang, de la vie, il nous est interdit de pactiser. La "critique constructive" est déjà une trahison.

A nous de montrer aux peuples ces lézardes qui se creusent et s'élargissent et de mobiliser la minorité pensante.

G.-A. Amaudruz